

RCS : BESANCON

Code greffe : 2501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BESANCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00303

Numéro SIREN : 839 066 164

Nom ou dénomination : 2A AGENCEMENT BOIS

Ce dépôt a été enregistré le 25/04/2018 sous le numéro de dépôt 4505

2A AGENCEMENT BOIS

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros

Siège social : 7 rue de la Montagne 25300 DOMMARTIN

STATUTS

Acte constitutif en date du 16 avril 2018

A-A

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Alexis ALFARO,
demeurant 7 rue de la Montagne 25300 DOMMARTIN,
né le 23 août 1992 à PONTARLIER (25),
de nationalité française,
célibataire,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- **Charpente couverture,**
- **Agencement intérieur (cloison, lames, isolation, pose de plaques de plâtres, pose de cuisine, porte, salle de bain, dressing, rayonnage de placard, parquet),**
- **Terrasse bois, garde-corps,**
- **Tout type de bardage extérieur,**
- **Doublage extérieur avec isolation et bardage bois,**
- **Pose de fenêtres, portes et volets,**
- **Réalisation de maisons en ossature bois, y compris agrandissement,**
- **Réalisation de tout type de couvert (garage, local à poubelle...),**
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **2A AGENCEMENT BOIS.**

A-A

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **7 rue de la Montagne, 25300 DOMMARTIN.**

Le déplacement du siège social est décidé par l'associé unique ou par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Apports en numéraire

Toutes les parts sociales d'origine représentant des apports en numéraire sont libérées intégralement de leur valeur nominale.

Monsieur Alexis ALFARO, associé unique, apporte à la Société une somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT TROIS euros** (283,00 euros).

La totalité de cet apport en numéraire, soit la somme de 283,00 euros a été dès avant ce jour, déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque **CIC PONTARLIER**, située 33 rue de la Libération 25 300 PONTARLIER, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Apports en nature

Apports en nature divers

Monsieur Alexis ALFARO apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens tels que détaillés en annexe.

Lesdits biens sont estimés à la somme de 9 717,00 euros.

En rémunération de cet apport évalué à 9 717,00 euros, il est attribué à Monsieur Alexis ALFARO 9 717 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

A-A

Estimation des apports

Les biens apportés décrits ci-dessus ont fait l'objet d'une évaluation par la **SARL CONSULTIS AUDIT** désignée en qualité de commissaire aux apports par Monsieur Alexis ALFARO.

Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à 283,00 euros

Les apports en nature s'élèvent à 9 717,00 euros

Le montant total des apports s'élève à 10 000,00 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **DIX MILLE** euros (10 000 euros), divisé en 10 000 parts de 1 euro chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 10 000, correspondant à des apports en numéraire à concurrence de 283 parts numérotées de 1 à 283 et à des apports en nature à concurrence de 9 717 parts numérotées de 284 à 10 000, et attribuées en totalité à Monsieur Alexis ALFARO, associé unique.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous signature privée.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au Registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

A-A

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés **représentant au moins la moitié des parts sociales.**

Pour obtenir cet agrément, l'associé qui désire céder tout ou partie des parts qu'il possède, doit notifier son projet à la gérance et à chacun des associés, par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire proposé, le nombre de parts qu'il désire céder et, s'il s'agit d'une vente, le prix convenu.

Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé d'un commun accord entre les parties ou en cas de contestation, à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande du gérant, ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

En cas de désaccord sur le prix fixé par l'expert, le cédant peut renoncer à la cession de ses parts, dans les quinze jours de la notification dudit prix, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant et de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

A-A

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

A - A

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Il peut se faire représenter par un autre associé,

A A

sauf si les associés sont au nombre de deux, où par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés peut ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doit nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera **le 31 mars 2019**.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elle établit un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, et les activités en matière de recherche et de développement.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la gérance, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

La gérance dépose les documents énumérés par l'article L. 232-22 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, est seul gérant, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

A-A

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associé unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

A-A

Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - OPTION POUR L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Conformément aux dispositions de l'article 206, 3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 21 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Monsieur Alexis ALFARO, associé unique, est expressément habilité à accomplir les actes et à prendre les engagements suivants :

- **Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque CIC PONTARLIER, 33 rue de la Libération 25 300 PONTARLIER et de manière générale, souscription à tous prêts auprès de toutes banques aux clauses que le mandataire jugera convenable,**
- **Accomplissement des formalités d'immatriculation et engagement de frais et honoraires de conseil avec le cabinet IN EXTENSO,**
- **Plus généralement, l'ensemble des frais liés à la constitution de la Société.**

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à **Monsieur Alexis ALFARO** et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à DOMMARTIN
Le 16 avril 2018
En quatre exemplaires originaux

Alexis ALFARO

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. ALFARO', written over the printed name.

ANNEXE

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

- **Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque CIC PONTARLIER, 33 rue de la Libération 25 300 PONTARLIER et de manière générale, souscription à tous prêts auprès de toutes banques aux clauses que le mandataire jugera convenable,**
- **Accomplissement des formalités d'immatriculation et engagement de frais et honoraires de conseil avec le cabinet IN EXTENSO,**
- **Plus généralement, l'ensemble des frais liés à la constitution de la Société.**

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'ALFARO', is written over the text of the document.

DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Alexis ALFARO,
demeurant 7 rue de la Montagne 25300 DOMMARTIN,
né le 23 août 1992 à PONTARLIER,
de nationalité française,
célibataire,

Après avoir rappelé :

- qu'il envisage de constituer une société à responsabilité limitée qui sera dénommée 2A AGENCEMENT BOIS, dont le siège social sera fixé 7 rue de la Montagne, 25300 DOMMARTIN, et qui aura pour objet :
 - Charpente couverture
 - Agencement intérieur (cloison, lames, isolation, pose de plaques de plâtres, pose de cuisine, porte, salle de bain, dressing, rayonnage de placard, parquet),
 - Terrasse bois, garde-corps,
 - Tout type de bardage extérieur,
 - Doublage extérieur avec isolation et bardage bois,
 - Pose de fenêtres, portes et volets,
 - Réalisation de maison en ossature bois, y compris agrandissement,
 - Réalisation de tout type de couvert (garage, local à poubelle...),
- que le capital de cette Société doit comprendre des apports en nature effectués par lui-même, et ci-après décrits dans un acte annexé aux statuts,
- **Décide, en vue de la réalisation de l'apport en nature à la Société susvisée et en vertu des dispositions de l'alinéa premier de l'article L. 223-9 du Code de commerce, de nommer :**

La SARL CONSULTIS AUDIT
Représentée par Monsieur Philippe POURCELOT
Commissaire inscrit
2 rue Emile ZINGG 25400 EXINCOURT

en qualité de commissaire aux apports chargé d'établir sous sa responsabilité un rapport sur la valeur desdits apports en nature, qui sera annexé aux statuts.

Fait à DOMMARTIN
Le 16 avril 2018

Alexis ALFARO





RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Sur les apports effectués par :

Monsieur Alexis ALFARO
7 rue de la Montagne
25300 DOMMARTIN

à

SARL 2A AGENCEMENT BOIS
Société à Responsabilité Limitée
(en cours de formation)
Au capital de 10.000 €
7 rue de la Montagne
25300 DOMMARTIN

Siège Social
2 rue Jules Emile Zingg
BP9 25409
EXINCOURT Cedex
Tél : 03 81 71 72 10
Fax : 03 81 71 72 20
consultis-audit.fr

Agence d'Annecy
Immeuble "L'Axial"
30 Route des Creusettes
74330 POISY
Tél. : 04 50 24 84 60
Fax : 09 70 62 39 08
Consult-ec.fr



**Société 2A AGENCEMENT BOIS
SARL en cours de formation
au capital de 10 000 €**

**7 rue de la Montagne
25300 DOMMARTIN**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

A l'associé unique,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par le futur associé unique de la société 2A AGENCEMENT BOIS en date du 26 mars 2018, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Alexis ALFARO dans le cadre de la constitution de cette société, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L. 223-9 du code de commerce.

L'apport envisagé est constitué de biens divers détaillés en annexe du présent rapport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Siège Social
2 rue Jules Emile Zingg
BP9 25409
EXINCOURT Cedex
Tél : 03 81 71 72 10
Fax : 03 81 71 72 20
consultis-audit.fr

Agence d'Annecy
Immeuble "L'Axial"
30 Route des Creusettes
74330 POISY
Tél. : 04 50 24 84 60
Fax : 09 70 62 39 08
Consult-ec.fr

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Les modalités de réalisation de l'opération peuvent se résumer comme suit :

1.1. CONTEXTE GENERAL

Le présent apport en nature envisagé par Monsieur Alexis ALFARO vise à constituer la SARL 2A AGENCEMENT BOIS afin de réaliser son activité.

1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE

La société 2A AGENCEMENT BOIS va être constituée par l'apport de biens divers actuellement détenus par Monsieur Alexis ALFARO, demeurant 7 rue de la Montagne à 25300 DOMMARTIN.

Conformément au projet de statuts, il est prévu que 2A AGENCEMENT BOIS soit une société à responsabilité limitée au capital de 10.000 € ayant son siège social au 7 rue de la Montagne 25300 DOMMARTIN.

1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

L'apport sera réalisé avec effet à la date de création de la société 2A AGENCEMENT BOIS.

Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du code de commerce.

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à la constitution définitive de la société 2A AGENCEMENT BOIS.

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Alexis ALFARO, 9.717 parts sociales de 2A AGENCEMENT BOIS de 1 € de valeur nominale chacune.

1.4. PRESENTATION DE L'APPORT

L'apport sera réalisé à la valeur réelle, déterminée par les parties pour le matériel divers et la visserie, et par une estimation de reprise effectuée par un garage professionnel en date du 26/03/2018 pour le véhicule Peugeot Partner.

L'apporteur apporte à la bénéficiaire la pleine et entière propriété de :

- Matériels divers pour un montant total de 6.060 € ;
- Visseries pour un montant total de 496 € ;
- Un véhicule Peugeot Partner pour un montant total de 3.161 €.

L'apport global de ces trois éléments a été évalué à 9.717 €.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission, pour vérifier la réalité des apports effectués et la valeur attribuée à ces derniers, soit :

- contrôle de la réalité des apports et analyse de l'incidence d'éventuels éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- analyse de la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur individuelle des apports ;
- analyse de l'incidence, sur la valeur individuelle des apports, des événements intervenus entre la date d'effet de l'opération d'apport et la date de notre rapport ;
- contrôle du fait que la valeur réelle nette des apports pris dans leur ensemble est au moins égale à la valeur des apports proposée.

Ces diligences ont été effectuées dans le cadre d'une intervention particulière ayant pour objet l'appréciation d'une valeur par référence à des critères identifiés au regard d'objectifs définis. Elle ne constitue en conséquence ni une mission d'audit, ni une mission d'examen limité.

Nous avons procédé aux principaux travaux suivants :

- prise de connaissance générale,
- examen des documents juridiques en rapport avec l'opération,
- contrôle de la réalité des éléments apportés,
- contrôle de la valorisation des éléments apportés,
- analyse des approches et méthodes d'évaluations possibles,
- synthèse.

Nous n'avons eu connaissance d'aucun événement, survenu entre la signature du contrat d'apport et la date du présent rapport, qui serait de nature à remettre en cause l'évaluation des apports.

Notre opinion sur la valeur des apports vous est présentée à la date du présent rapport.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 9.717 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire des apports.

Fait à EXINCOURT,
Le 09 avril 2018

SARL CONSULTIS AUDIT
Représentée par M. Philippe POURCELOT

Commissaire aux Apports



liste matériel

Rabot électrique bosch	130 €
Scie plongeante makita	250 €
Scie pendulaire metabo + Trépied	500 €
Scie sauteuse bosch	130 €
Visseuse milwaukee	280 €
Petite visseuse milwaukee	150 €
Perforateur bosch	200 €
Fein + accessoires	150 €
caisse à outils (divers outils à main)	400 €
Coffret kliket	80 €
Cloueur a poudre HILTI	150 €
Disqueuse berner	100 €
Petite disqueuse bosch	50 €
Cloueur de finition bostitch	150 €
Agrafeuse de finition dewalt	150 €
Cloueur de charpente pneumatique bostitch	200 €
Cloueur de charpente a gaz paslode	400 €
Compresseur	80 €
Enrouleur d'air	80 €
Lazer stanley	200 €
Chauffage gaz sovelor	100 €
Coffret ciseaux a bois peugeot	100 €
Tronconneuse thermique husqvarna	150 €
ponceuse excentrique milwaukee	150 €
Aspirateur	100 €
Perceuse a colonne	100 €
Mèches cloches	50 €
Mèches bois	40 €
Agrafeuse a main	40 €
Niveau de 2m	100 €
Niveau de 1m	30 €
Défonceuse makita	150 €
Scie sabre	120 €
scie circulaire mafell avec règles	400 €
Radio de chantier makita	100 €
Ordinateur portable dell	500 €
Total	6 060 €

vis

Tailles	nombres de boites	Prix €
3.5:35	1	3
05:50	1	5
5:60	1	5
4:70	3	15
5:90	3	25
5:100	3	25
6:120	4	40
6:140	2	30
6:160	3	50
6:180	1	15
8:200	5	70

Total : 283

vis spéciales

Tailles	Nombres de boites	prix €
vis réglage dim 140	1	15
vis à fenêtres 7.5:152	1	20
vis SFS 180	1	15
tir fond 10:80	1	10
vis placo	1	8
chevilles D6	2	10
chevilles D8	2	10
tir fond M16/150	2	60
tir fond M16/170	1	35
tir fond M10/65	1	30

Total : 213



ESTIMATION DE REPRISE

GARAGE POURCHET
15 RUE DES COLOMBIERES
25650 GILLEY
FR
Tél: 0381433243 - E-Mail:
garage.pourchet@orange.fr

Etablie le 26/03/2018 par NICOLET FLORENT

VEHICULE			
Immatriculation	Date de carte grise	Date de 1ère M.E.C.	Appellation commerciale (référence argus)
		26/10/2009	Partner (03/08) 120 L1 HDi90 Pack CD Clim
Genre	Marque	Type	Appellation commerciale du modèle repris
VU	PEUGEOT		Partner 120 L1 HDi90 Pack CD Clim
N° dans la série du type	Carrosserie	Energie	Puissance
	Fgtt4	GO	6
Couleur			Kms
			180 000 réel

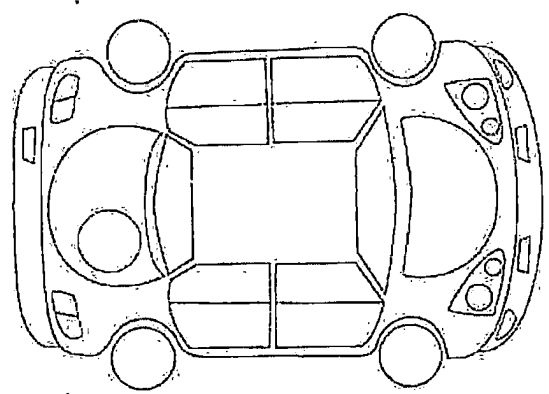
Série	Airbag conducteur	Clim manuelle	Direction assistée
ABS	Radio CD		
Pack électrique			
Option	1 Porte latérale coulissante		
Régulateur de vitesse			

VALORISATION ARGUS		
Cours Argus Moyen® TTC au :	22/03/2018	2750
Influence de la date de mise en circulation	26/10/2009	160
Influence des options :		29
Influence du kilométrage :	180 000 réel	223
Influence carrosserie :		0
Cote Argus Personnalisée® :		3162
Frais professionnels :		-1
Cote Argus après frais professionnels :		3161
Frais de remise en état :		0
Valeur de reprise avec remise en état :		3161

PROPRIETAIRE DU VEHICULE	
Nom, Prénom ou Raison sociale	ALFARO ALEXIS
Adresse	
Code postal, Ville	
Tél domicile	Tél travail
Fax	E-Mail

OFFRE DE REPRISE	
Offre de reprise au prix TTC de :	€

DESCRIPTIF VISUEL
= Rayure
O Tôlerie
X Remplacement



Essai non effectué	Contrôle technique non effectué
Aucun Crédit en cours	
Je soussigné(e) certifie que ce véhicule :	
- n'est pas gagé	
- n'est pas accidenté	
Je m'engage à le livrer conforme à l'état indiqué ci-contre.	
"lu et approuvé" Signature	



Est

CIC PONTARLIER PLANCHANTS

CITY AVENUE 33 RUE DE LA LIBERATION 25300 PONTARLIER

☎ 0 820 09 11 69 (Service 0,12 €/min + prix appel) FAX 03 81 69 26 39 ✉ 33149@cic.fr BIC : CMCIFRPP

Création de S.A.R.L. - Attestation de blocage du capital social

La banque ci-après :

BANQUE CIC EST CIC PONTARLIER PLANCHANTS CITY AVENUE 33 RUE DE LA LIBERATION 25300 PONTARLIER

déclare et atteste avoir reçu la somme de 283,00 €.

Mr ALFARO Alexis, gérant de la société 2A AGENCEMENT BOIS, S.A.R.L. actuellement en cours de formation dont le siège social se situe 7 RUE DE LA MONTAGNE 25300 DOMMARTIN, déclare sous sa seule responsabilité, que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital correspondant aux apports en numéraire, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des associés.

1er associé	ALFARO Alexis 7 rue de la Montagne 25300 Dommartin
Nombre de parts	10000
Montant versé	283,00 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial n° 30087 33149 00020580301 11 jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. A défaut de ce certificat, elle pourra être débloquée, conformément à l'article L223-8 du code de commerce :

- soit entre les mains du mandataire qui sera désigné par l'ensemble des associés,
- soit sur décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 13 avril 2018

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Isabelle CHEVENEMENT
Responsable point de vente

0381386243

PONTARLIER PLANCHANTS
33 rue de la Libération
25300 PONTARLIER

JST08

2A AGENCEMENT BOIS
Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros
Siège social : 7 rue de la Montagne 25300 DOMMARTIN

Le soussigné Monsieur **Alexis ALFARO**, demeurant 7 rue de la Montagne, 25300 DOMMARTIN,

Agissant en qualité d'associé unique de la société à responsabilité limitée 2A AGENCEMENT BOIS,

Après avoir exposé qu'une société a été constituée aux termes d'un acte sous signature privée en date à DOMMARTIN, du 16 avril 2018,

Nomme Monsieur Alexis ALFARO, demeurant 7 rue de la Montagne, 25300 DOMMARTIN aux fonctions de gérant de la Société pour une durée illimitée.

Monsieur Alexis ALFARO dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et la représenter à l'égard des tiers.

Monsieur Alexis ALFARO accepte les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Monsieur Alexis ALFARO aura droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Fait à DOMMARTIN
Le 16 avril 2018

Alexis ALFARO

(Signature + bon pour acceptation des fonctions de gérant)



*Bon pour acceptation des fonctions
de gérant.*